

Nous avons travaillé ferme, surtout depuis deux ou trois ans, à réviser les structures de dépenses. Nous avons encore beaucoup plus à faire, mais dès que nous aurons mis au point des approches plus précises, je compte sur la collaboration de la Chambre pour les étudier avec sérieux.

En terminant, j'aimerais considérer pendant quelques minutes de plus vastes aspects de notre conjoncture. A mon avis, il faudrait être aveugle et manquer de réalisme pour ne pas reconnaître que la majorité des pays du monde connaissent à l'heure actuelle des tensions économiques. La carte des différentes parties du monde pour ce qui est de la répartition de la richesse réelle a subi des transformations incroyables.

Sans doute l'exemple le plus significatif est-il celui de la hausse du prix de l'énergie. Les pays en voie de développement réclament leur juste part des richesses du monde; ils s'industrialisent; ils font la concurrence aux autres pays grâce à des barèmes de salaires et de coûts moins élevés; et ils accroissent leur productivité. Ils deviennent un nouvel élément du monde de la concurrence. Le Canada n'y a pas échappé—jamais il n'a pu le faire—en raison notamment de ce qu'il est un pays commerçant à la fois gros exportateur et gros importateur.

Au cours de la plus grande partie de ce siècle et surtout depuis la Seconde Guerre mondiale, il a été témoin de l'amélioration constante du niveau de vie et de richesses de ses habitants. Ce progrès se poursuit aujourd'hui, bien qu'à un rythme un peu plus lent. Nous connaissons, bien sûr, des problèmes bien réels, mais nous les partageons pour la plupart avec le reste du monde; quelque-uns nous sont cependant particuliers. Toutefois, à pratiquement tous les égards—économiques, sociaux et politiques—nous sommes encore, en comparaison avec pratiquement tous les pays du monde, le pays le plus favorisé aujourd'hui, et le demeurerons dans l'avenir.

Notre taux de chômage est certes beaucoup trop élevé. Nous le déplorons, et devons réagir avec sagesse; mais notre taux de croissance de l'emploi, le revers de la médaille, demeure l'un des plus élevés dans le monde. Notre croissance économique globale s'est ralentie, mais la croissance prévue de notre PNB de 2 ou 3 p. 100 pour cette année nous permettra de nous classer parmi les premiers pays au monde. Notre PNB par habitant, qui est de 8,090 dollars américains, dépasse celui des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne ou de l'Italie. Notre pays se classe au 31^e rang quant à sa population, mais occupe le sixième quant à la prospérité de son économie. Bien que notre taux d'inflation soit encore trop élevé, il est plus faible que celui que connaissent la plupart des pays industrialisés.

Je pourrais continuer ainsi indéfiniment à montrer comme notre situation économique est meilleure que l'on ne croit. Je ne veux ni passer sous silence ni dissimuler nos points faibles, mais montrer aux Canadiens un tableau mieux équilibré de notre situation qui justifie à mon avis une attitude plus optimiste et plus confiante. Il me semble que la chose s'impose dans notre pays.

Des voix: Bravo!

M. Andras: Il nous faut une perception mieux équilibrée de notre situation, car je crains bien que nous, Canadiens, ayons une forte tendance à l'introversion. Nos media semblent certes se complaire à projeter des images négatives. Ils nous abreuvent de pessimisme au risque de nous y noyer. La hausse du chômage fait la une des journaux ou fait la manchette des

informations de 11 heures. Par contre, quand on parle de la croissance de l'emploi, c'est en page 89 ou aux informations données aux heures creuses.

● (1632)

Nous avons certains problèmes particuliers et proprement canadiens que ne connaissent pas d'autres pays et qui ont des répercussions sur notre capacité de surmonter le chômage et de juguler l'inflation. Il y a la grave et très inquiétante question québécoise qui se traduit non seulement par des répercussions sur l'économie de cette province, mais aussi au niveau de l'économie du pays tout entier. Nous souffrons de ce problème permanent qu'est notre incapacité apparente en tant que pays d'aboutir à une quelconque forme de coopération raisonnable pour le bien de tous, au niveau des relations entre les syndicats et le patronat, ce qui aboutit à de graves problèmes de productivité et de coûts qui vont en s'aggravant. Notre pays est vaste et varié et il comprend certaines régions où les coûts sont nécessairement plus élevés, ce qui produit de grandes différences quant aux possibilités économiques. Voilà donc quelques-uns des défis particuliers que nous devons relever. D'autre part, si nous comparons notre situation actuelle avec celle de la plupart des pays du monde, je pense que probablement tous les autres gouvernements seraient enchantés d'échanger leur rôle avec le nôtre même compte tenu des tensions économiques et des frictions dont nous pensons être victimes.

Nous ne pouvons pas surmonter nos faiblesses du jour au lendemain, mais essayons quand même de faire un pas en ce sens à la Chambre des communes. Si nous ne le faisons pas, nous allons nous jeter dans une situation bien plus difficile que ne le justifie la réalité actuelle. C'est ensemble que nous devons travailler à résoudre nos faiblesses. La situation ne saurait durer indéfiniment ainsi avec trois entités distinctes en présence—l'État, le monde des affaires et les syndicats—chacune blâmant ses maux sur les autres. En tant que gouvernement, nous devons accepter notre responsabilité. Je suis disposé à admettre que nous avons commis certaines erreurs. Je pense que les gouvernements de notre pays, au cours des dernières années, ont laissé croître leurs dépenses trop rapidement et trop fortement. Nous tentons actuellement de renverser cette tendance. Je pense qu'il est juste de dire que les provinces font d'ailleurs un effort parallèle en ce sens. Nous nous efforçons de trouver des moyens constructifs pour orienter au mieux les maigres ressources de bonne volonté dont même notre pays sait faire la preuve.

Je pense que les syndicats et le patronat doivent faire leur part tout comme nous devons nous acquitter de notre propre tâche dans un esprit de coopération. La question de la productivité est un de nos soucis majeurs. Les salaires horaires dans certains secteurs manufacturiers et d'autres axés sur l'exportation sont trop élevés, comparés à ceux de nos voisins et concurrents. Il est inutile d'agiter une baguette magique, de brandir des banderoles ou de lancer des slogans. Il n'y a qu'une seule façon de remédier à cette situation et elle consiste pour le gouvernement, les syndicats et le patronat à affronter la dure réalité économique.

Ne nous laissons pas entraîner à des attitudes dépressives; ne nous laissons pas entraîner à accepter mentalement une situation que ne justifient pas les faits. Commençons donc à penser de manière constructive. J'estime que le meilleur endroit pour